

LA PRESSE AFFAIRES

BLOGUE

Richard Dufour prend le pouls des marchés financiers au quotidien. Lisez son blogue sur cyberpresse.ca/dufour

ACTIONS

Dressez la liste des actions que vous souhaitez suivre sur une base régulière sur lapresseaffaires.com



INVESTISSEMENTS

BCE ET TEACHERS' EN PLEINS REMOUS

PAGE 3

S&P/TSX
15 047,34
+63,14 (+0,42%)

TSX CROISSANCE
2661,14
+49,82 (+1,91%)

QUÉBEC 30
1230,11
-17,25 (-1,38%)

DOW JONES
12 828,68
-199,48 (-1,53%)

DOLLAR
100,83 ¢US
+0,81 ¢

Une commande de 35 avions d'affaires pour Bombardier

Et une option pour 25 appareils de plus

HUGO FONTAINE

Bombardier n'entendait pas faire de la figuration hier lors de la première journée du Salon européen de l'aviation d'affaires à Genève. Le groupe canadien a signé un contrat d'une valeur potentielle de 1,2 milliard US avec l'entreprise suisse d'avions d'affaires VistaJet.

VistaJet commande 35 nouveaux appareils à Bombardier Aéronautique et se réserve une option sur 25 biréacteurs de plus. « C'est l'une des plus grosses commandes pour des avions d'affaires », souligne Richard Aboulafia, vice-président de la firme américaine de consultation

« Habituellement, le jeu du marché des avions d'affaires est de vendre un ou deux appareils ici et là. Il n'y a que très peu d'opportunités d'en vendre plusieurs douzaines. »

Teal Group. Habituellement, le jeu du marché des avions d'affaires est de vendre un ou deux appareils ici et là. Il n'y a que très peu d'opportunités d'en vendre plusieurs douzaines. »

Bombardier construira pour VistaJet 11 Challenger 605 (grands appareils), 13 Learjet 60 XR et 11 Learjet 85 (appareils intermédiaires). Ces 11 Learjet 85 représentent la plus grosse commande de ce nouveau modèle qui devrait être en service en 2013.

« Une commande de cette ampleur constitue une preuve que Bombardier est en première ligne de l'industrie », a affirmé par voie de communiqué le premier vice-président aux ventes de Bombardier Avions d'affaires, Bob Horner.

En 2007, Bombardier Avions d'affaires a livré 226 unités et possédait environ 26 % des parts de marché.

VistaJet, spécialisée dans les vols nolisés, souhaite garder une flotte d'appareils âgés de moins de trois ans. Ainsi, l'entreprise suisse utilisera d'abord les Learjet 60 XR pour les remplacer par les Learjet 85, un peu plus gros, vers 2013.

Si VistaJet exerce toutes ses options, cela aura pour effet de tripler sa flotte actuelle, qui compte 34 appareils, dont 31 Bombardier.

« Cela montre que le marché de l'aviation d'affaires s'élargit beaucoup hors de l'Amérique du Nord, dit Richard Aboulafia. VistaJet veut s'étendre en Europe, mais aussi en Asie. Non seulement c'est une bonne vente pour Bombardier, mais cela représente aussi une extension du marché. »

Bombardier cède Skyjet

En dévoilant le contenu de la commande hier matin, les deux entreprises ont aussi annoncé la signature d'une lettre d'entente sur la vente à VistaJet du programme de nolisement de vols Bombardier Skyjet International.

Le chef des opérations commerciales de VistaJet, Eric Weisskopf, a indiqué à *La Presse Affaires* que le prix de vente de Skyjet n'avait pas encore été déterminé.

Le programme Skyjet, en cours depuis 2002, permettait aux opérateurs d'avions Bombardier de compléter le temps d'utilisation des appareils par l'entremise d'un service de vols nolisés organisé par Bombardier.

« Skyjet International s'est avérée être une solide plateforme pour Bombardier et le temps est maintenant venu d'allier notre offre à celle de VistaJet, qui peut appliquer de l'expertise supplémentaire et assurer un leadership dynamique », a déclaré Bob Horner.

» Voir BOMBARDIER en page 5

Techno.biz
L'effet iPhone frappe le Canada
PAGE 7

Sanofi-Aventis
Un plan de 25 millions
PAGE 2



15047,34

HIER, 20 mai 2008

Points

ENCORE UN RECORD POUR TORONTO



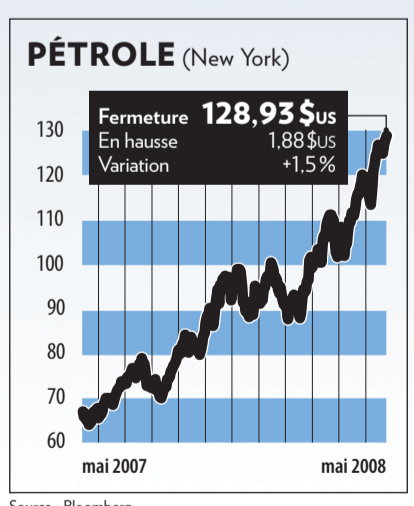
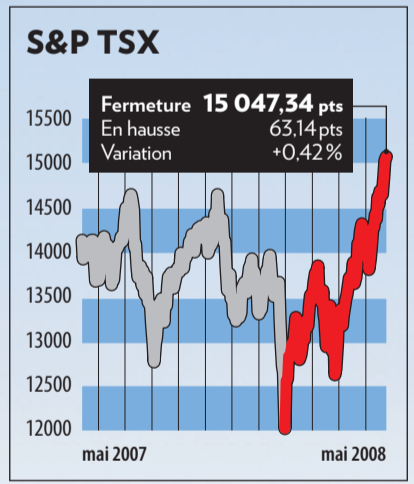
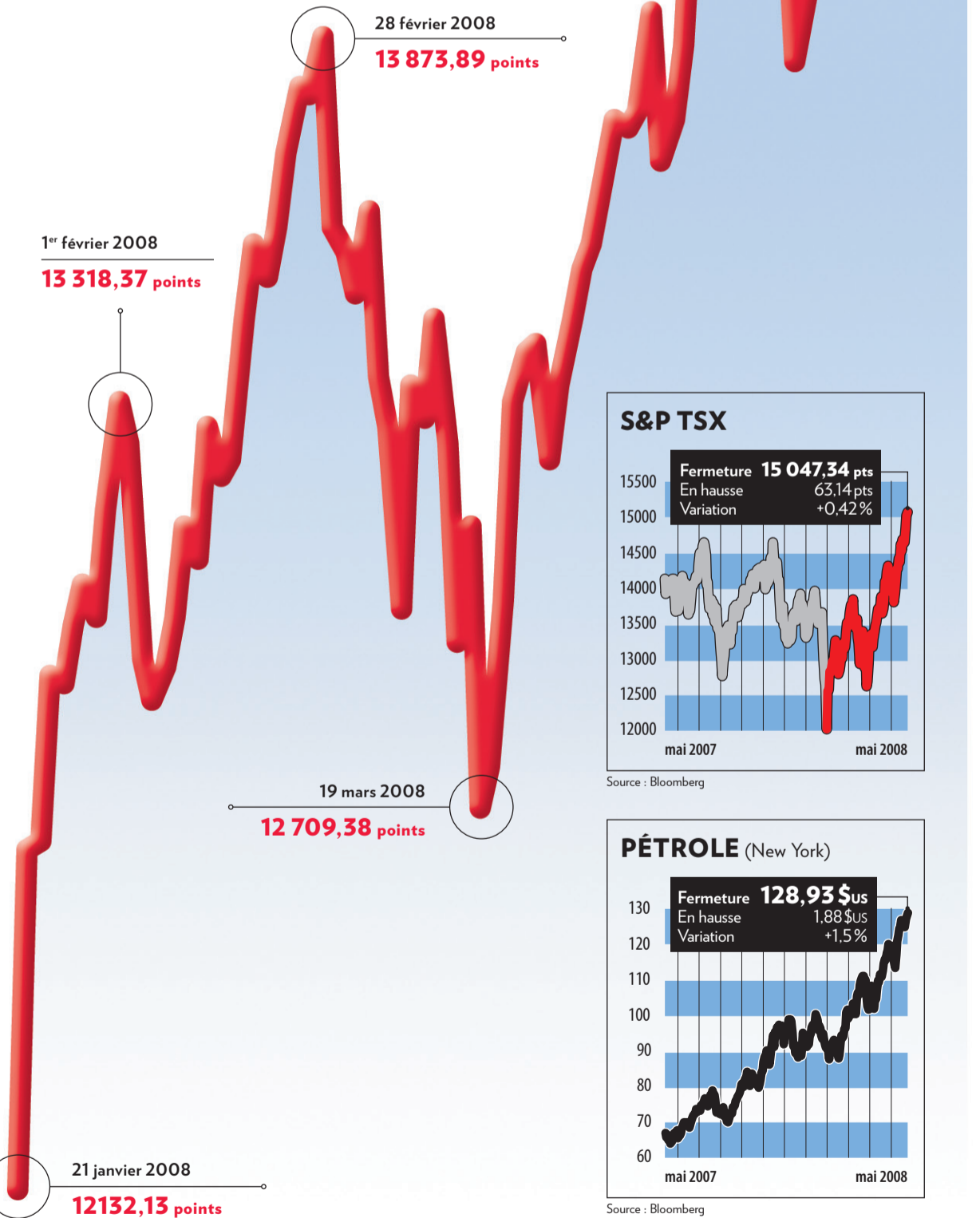
RUDY LE COURS

Faisant toujours cavalier seul, la Bourse de Toronto a de nouveau fracassé son record en bondissant allégrement au-dessus des 15 000 points, dès la mi-séance, hier.

L'indice phare du parquet de la Ville reine a terminé sa quatrième séance à la hausse d'affilée par un gain de 63,14 points, ou 0,42 %, qui l'a porté à 15 047,34 points.

À l'opposé, les trois grands repères new-yorkais, la moyenne industrielle Dow Jones (-199,48) le Standard & Poor's 500 (-12,23) et le NASDAQ Composite (-23,83), ont abandonné environ 1 % de valeur. La publication de l'indice des prix des producteurs pour le mois d'avril montre que la poussée des prix de l'énergie et des aliments fait tache d'huile aux États-Unis, ce qui inquiète les investisseurs. Avant longtemps, les producteurs devront refiler l'ardoise aux consommateurs.

» Voir RECORD en page 4



Afin de souligner l'ouverture de Cycle Néron Concept à Boucherville, venez profiter de nombreuses offres spéciales sur des vélos, vêtements et accessoires **SPECIALIZED** du jeudi 22 mai au dimanche 25 mai 2008

CYCLE NÉRON CONCEPT
513 Samuel-de-Champlain Boucherville (De l'Autoroute 132 Est, sortie Boul. de Montarville, direction Sud)
2640 Boul. Lapinière Brossard

FAITES L'EXPÉRIENCE D'UN MAGASIN CONCEPT SPECIALIZED

Cérémonie d'ouverture officielle, 22 mai 2008 à compter de 18h. Bienvenue à tous !



LA PRESSE AFFAIRES



LE BILLET VERT JUGÉ DISCRIMINATOIRE

La cour d'appel du district de Columbia a jugé hier que le papier-monnaie américain était discriminatoire pour les personnes aveugles, une décision qui pourrait forcer les États-Unis à modifier leurs billets afin que les non-voyants puissent distinguer les différentes coupures. Les éventuels changements pourraient se traduire par des billets de différentes tailles selon la coupure, l'utilisation du braille ou l'impression de chiffre de très

grande taille pour les gens dont la vision est plus faible. Dans son jugement rendu à deux contre un, la cour d'appel a estimé que le gouvernement n'avait pas réussi à expliquer pourquoi de tels changements représenteraient un fardeau déraisonnable, surtout compte tenu au fait que plusieurs autres pays ont déjà pris des mesures similaires.

— The Associated Press

PHOTO AP

Safoni-Aventis investit 25 millions à Laval

Le Québec de loin le leader canadien de la biopharmaceutique, selon le ministre Bachand

LAURIER CLOUTIER

D'ici la fin de 2008, le groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis, de Paris, va réaliser un plan triennal d'investissements de 25 millions de dollars au siège social de sa filiale canadienne, à Laval.

Sanofi-Aventis Canada, qui emploie 660 personnes au Québec, « pourra ainsi, pour la première fois, exporter plus de 50 % de sa production en 2008 », souligne le président, Jérôme Silvestre.

Les 25 millions investis comprennent une dernière tranche de 6 millions pour l'aménagement d'un autre laboratoire, à partir de juin 2008.

Plusieurs personnalités, dont le président français du Groupe Sanofi-Aventis, Jean-François Dehecq, et le ministre québécois du Développement économique, Raymond Bachand, ont participé hier au dévoilement de ces investissements qui coïncide avec le 40^e anniversaire de Sanofi-Aventis Canada.

Par cette expansion, la filiale canadienne ne cache pas chercher à obtenir des mandats de fabrication internationaux. La société mère l'a d'ailleurs déjà désigné comme un centre de production mondiale pour le S-1, un nouvel agent anticancéreux oral.

La filiale agrandit de près du double son centre de distribution. Les nouveaux débouchés sont principalement attribuables au Xyzal, un nouvel antihistaminique que la pharmaceutique commencera à fabriquer à Laval plus tard cette année et dont 60 % de la production est destinée aux États-Unis, précise Jérôme Silvestre.

L'exemple québécois

Sanofi-Aventis « profite de la politique innovatrice du Québec » (crédits d'impôt, protection des brevets), note Jérôme Silvestre. « Avec la concurrence internationale féroce, il faut collectivement agir pour préserver cette belle mécanique et éviter qu'elle ne se grippe », ajoute-t-il.

« Le Québec est exemplaire », selon Jean-François Dehecq, car il sait maintenir l'équilibre entre les produits génériques et les nouveaux médicaments, entre les besoins de la population et un budget sans déficit. « L'industrie se retrouve en effet à un tournant en raison

différence mondiale, ce n'est plus la taille, mais la capacité de développer des centres d'excellence », dit-il.

Avec deux milliards d'investissements, le Biopôle a créé 3000 emplois en cinq ans, souligne Pierre Desroches, président de Laval Technopôle.

Sanofi-Aventis « profite de la politique innovatrice du Québec » (crédits d'impôt, protection des brevets) « Avec la concurrence internationale féroce, il faut collectivement agir pour préserver cette belle mécanique et éviter qu'elle ne se grippe. »

de l'explosion des dépenses de santé que plus un seul État ne peut se payer sans innover », dit-il.

Grâce à 90 entreprises, « Laval se classe au premier rang du Québec dans le secteur pharmaceutique », déclare de son côté le maire, Gilles Vaillancourt. « Ce qui fait la

Près de 25 % des employés de la biotechnologie du Québec travaillent à Laval, ajoute le directeur général adjoint, Damien Cloutier.

Avec 145 entreprises, le secteur de la biopharmaceutique du Québec arrive au premier rang au Canada et se classe comme chef de file en Amérique

du Nord, renchérit le ministre Bachand. « Le Québec compte cinq des six centres canadiens de recherche fondamentale pharmaceutique. Près de 45 % de cette recherche canadienne est réalisée au Québec.

« Québec mise sur l'innovation pour améliorer sa position dans l'économie mondiale. Par sa nouvelle Stratégie de la recherche, Québec prévoit investir 1,2 milliard d'ici 2010. Ainsi, les capitaux de la recherche passeront de 2,75 % à 3 % du PIB (production) du Québec », ajoute Raymond Bachand.

Depuis le début de 2007, le ministre a relevé « 600 millions d'investissements dans le biopharmaceutique, soit autant que dans l'aéronautique et les technologies de l'information. L'emploi dans le biopharmaceutique a crû de 12,5 % depuis 2005 au Québec, à près de 21 000 personnes », ce qui compense pour les pertes dans le secteur manufacturier

La crise du marché de l'habitation nuit aux profits de Home Depot

ASSOCIATED PRESS

ATLANTA — Le géant de la rénovation Home Depot a rapporté hier une baisse de 66 % de son bénéfice au premier trimestre, ce qu'il a principalement attribué à une charge exceptionnelle et à la faiblesse soutenue du marché américain de l'habitation.

En excluant la charge non récurrente, les résultats trimestriels de l'entreprise d'Atlanta ont surpassé les attentes des analystes de Wall Street, malgré un recul des ventes d'ensemble et de celles des magasins ouverts depuis plus d'un an.

Home Depot a affiché un bénéfice de 356 millions US, ou 21 cents US par action, pour le trimestre terminé le 4 mai, comparativement à un bénéfice de 1,05 milliard US, ou 53 cents US par action, pour la même période l'an dernier.

En excluant une charge liée à la fermeture de magasins et à la réduction des projets de croissance, Home Depot a réalisé un bénéfice de 697 millions US, soit 41 cents US par action. Les analystes tablaient en moyenne sur un bénéfice comparable de 37 cents US par action.

Le chiffre d'affaires trimestriel a reculé de 3,4 %, à 17,91 milliards US, comparativement à 18,55 milliards US pour la même période un an plus tôt.

Les ventes des magasins comparables ont aussi reculé, de 6,5 %, au premier trimestre.

Expansion freinée

Home Depot a encaissé une charge de 543 millions US au premier trimestre. Après impôts, celle-ci a atteint 341 millions US, a précisé une porte-parole.

« Les marchés de l'habitation et de la rénovation sont restés difficiles au premier trimestre; en fait, les conditions se sont détériorées dans plusieurs régions du pays », a noté dans un communiqué le chef de la



PHOTO JUSTIN SULLIVAN. GETTY IMAGES

Certains analystes et grands investisseurs craignent que l'expansion de Home Depot ne mette invariablement certains de ses nouveaux magasins en concurrence directe avec ses propres magasins existants.

direction de l'entreprise, Frank Blake.

L'entreprise a indiqué plus tôt en mai qu'elle devait mettre en suspens certains plans d'expansion, en plus d'annoncer ce qu'elle n'avait jamais encore fait — la fermeture de 15 de ses magasins Home Depot. Cette décision, qui doit entrer en

vigueur d'ici juillet, touchera 1300 employés.

L'entreprise a par ailleurs réitéré son intention d'ouvrir 55 nouveaux magasins au cours de la présente année financière.

Certains analystes et grands investisseurs craignent que l'expansion de Home Depot ne mette invariablement certains

de ses nouveaux magasins en concurrence directe avec ses propres magasins existants, une pratique connue dans l'industrie sous le nom de « cannibalisme ». Home Depot a cependant estimé par le passé que sa stratégie visait plutôt à augmenter ses parts de marché. Lors de l'annonce des ferme-

tures de magasins, M. Blake a indiqué que l'objectif de Home Depot était maintenant de « réduire le cannibalisme et de générer des rendements plus élevés ».

Home Depot exploite 2258 magasins aux États-Unis, au Canada, au Mexique et en Chine.



PHOTO SHAUN BEST, ARCHIVES REUTERS

À la Bourse de New York, hier, les actions de BCE ont encore été fortement échangées. Mais elles ont terminé en hausse de 3 % par rapport à lundi, alors qu'elles avaient basculé de 5,6 % après un article du *New York Times* faisant état d'une bisbille croissante entre Teachers', ses partenaires et leurs banquiers.

BCE et Teachers' en pleins remous bancaires et juridiques

Les doutes persistent

MARTIN VALLIÈRES

Passera, passera pas ?

Les doutes persistent à propos de l'achat de BCE, la société mère de Bell Canada, par la caisse de retraite Teachers' de Toronto et ses partenaires américains.

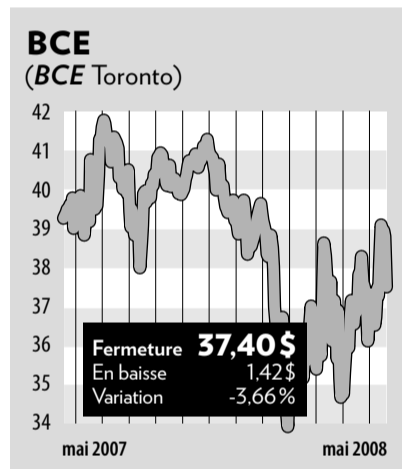
Et encore aujourd'hui, deux autres événements pourraient être d'une influence considérable.

À New York, une réunion extraordinaire a été convoquée entre le groupe d'acquéreurs de BCE et leurs banquiers internationaux de plus en plus récalcitrants, selon la presse d'affaires américaine.

À Montréal, la Cour d'appel du Québec doit annoncer en fin de journée sa décision envers les détenteurs de titres de dettes de BCE.

Ils réclament une compensation particulière parce que la transaction de Teachers' et ses partenaires s'appuie sur un endettement considérable de BCE, ce qui a déprécié ses titres de dette existants.

Entre-temps, en Bourse, après la bourrasque contre BCE lundi sur Wall Street, où ces gros-



Source : Bloomberg

ses transactions adossées sont désormais mal-aimées, les doutes des investisseurs ont traversé la frontière hier vers la Bourse de Toronto.

Ils ont encore pesé lourdement contre les actions du géant canadien des télécoms, le faisant reculer jusqu'à 5 % en début de séance.

Cette rechute s'est un peu résorbée ensuite. Mais en fermeture, les actions de BCE cotaient encore en baisse de 3,6 % ou 1,42 \$ à 37,40 \$.

Il s'agit d'un cours inférieur

depuis le début de mai, mais tout de même encore meilleur au creux de 34 \$ l'action atteint à la fin de janvier.

À la Bourse de New York, hier, les actions de BCE ont encore été fortement échangées. Mais elles ont terminé en hausse de 3 % par rapport à lundi, alors qu'elles avaient basculé de 5,6 % après un article du *New York Times* faisant état d'une bisbille croissante entre Teachers', ses partenaires et leurs banquiers.

Pour les actionnaires de BCE et les investisseurs boursiers qui spéculent sur la transaction de 52 milliards en tout convenue avec Teachers', la situation est plus incertaine que jamais.

Positivisme chez Teachers'

Néanmoins, la direction de Teachers' continue d'affirmer sa confiance en un dénouement favorable.

Et ce, malgré les récriminations de ses banquiers qui, selon la presse financière new-yorkaise, menacent de se retirer s'ils n'obtiennent pas de meilleures conditions pour leur financement de la transaction.

« Nous nous attendons à ce que tous les intervenants respectent

leurs engagements et nous anticipons la conclusion prochaine de la transaction », a indiqué Deborah Allan, porte-parole de Teachers'.

Même sentiment chez l'un des principaux partenaires de Teachers' pour l'achat de BCE: Jonathan Nelson, chef de la direction de Providence Equity Partners, une firme d'investissement du Rhode Island spécialisée en télécoms.

« Nous poursuivons nos discussions avec les banques. Nous nous attendons à ce que tous respectent leurs engagements », a indiqué M. Nelson en entrevue au magazine *Fortune* et la chaîne CNN-Money.

Mais parmi les analystes qui surveillent BCE, on soupèse encore les chances de réalisation de la transaction avec Teachers' et ses partenaires.

« Avec la détérioration du marché du crédit, il n'est pas surprenant que les banquiers de Teachers' et ses partenaires tentent d'obtenir des termes plus favorables pour leur financement. Entre autres, ces banques veulent délester plus de risque vers les investisseurs en capitaux de la transaction », selon Joseph MacKay, analyste chez

Valeurs mobilières Desjardins.

Mais le résultat de ces pressions des banquiers pourrait être de convaincre Teachers' et ses partenaires à réviser leur offre à la baisse.

« Les attentes des investisseurs boursiers envers une telle réduction de prix d'offre sont encore plus évidentes avec les actions de BCE rabaisées bien en deçà du prix offert par Teachers' », selon Dvai Ghose, analyste chez Genuity Capital à Toronto.

Pour le moment, des analystes entendent un prix abaissé autour de 39 \$ l'action, au lieu des 42,75 \$ de l'offre encore sur la table.

Entre-temps, de gros investisseurs continuent de croire en la réalisation de l'achat de BCE par Teachers' et ses partenaires, malgré les remous.

La Caisse de dépôt et placement, notamment, a racheté 2,4 millions d'actions de BCE durant les trois premiers mois de l'année, alors que leur valeur avait chuté sous les 36 \$.

Cette information est contenue dans la déclaration trimestrielle de la Caisse à la SEC américaine, pour ses transactions importantes de titres cotés dans une Bourse américaine.

TROIS SCÉNARIOS POSSIBLES... ET LEURS CONSÉQUENCES

Achat complété malgré les remous

Malgré les récriminations de leurs banques, Teachers' et ses partenaires complètent l'achat de BCE-Bell Canada au prix convenu de 42,75 \$ l'action ou 52 milliards en tout (34,8 milliards en actions, 16,9 milliards en titres de dette)

Cette clôture est prévue pour le 30 juin avec le retrait des actions de BCE des bourses de Toronto et de New York.

Du coup, les actionnaires obtiendront enfin la somme promise, après plusieurs mois d'attente.

Parmi eux: des centaines d'employés de Bell Canada, en particulier à Montréal où ils se préparent à déménager dans un nouveau campus administratif à l'île-des-Sœurs.

Entre temps, même sans autre écueil financier, la clôture de la transaction au 30 juin peut encore subir deux embûches: juridique et réglementaire.

D'une part, les détenteurs d'obligations de BCE, très mécontents de leur sort dans cette transaction, ont porté leur cause jusqu'en Cour d'appel du Québec.

Une décision à ce jour est attendue d'une journée à l'autre. Et tout recours subséquent, en Cour suprême cette fois, pourrait retarder la clôture.

D'autre part, le régulateur canadien des télécoms, le CRTC, attend encore de BCE-Bell Canada des précisions sur deux éléments conséquents à la transaction: la nomination d'administrateur indépendant à son futur conseil et sa contribution résiduelle à un « fonds de contenu canadien » après son retrait du capital de l'entreprise Globemedia. (réseau CTV, quotidien *Globe & Mail*, etc.)

Cette contribution s'élève habituellement à 10 % du prix d'achat d'une entreprise canadienne de médias électroniques.

En cas de litige avec BCE et Teachers', le CRTC peut décréter un délai de trois mois avant d'autoriser la clôture de la transaction.

Prix d'achat révisé à la baisse

Pour apaiser leurs banquiers, Teachers' et ses partenaires d'achat de BCE pourraient réviser leur offre à la baisse, amputant du coup quelques milliards de dollars à la transaction.

De l'avis d'analystes, cette baisse pourrait avoisiner les 8 % à l'instar de ce qui est survenu récemment avec l'offre controversée pour Clear Channel, un géant de la radio aux États-Unis.

Évidemment, une telle baisse de prix d'offre serait défavorable aux actionnaires de BCE, qui ont déjà voté fortement en faveur de l'offre à 42,75 \$.

D'autant plus que parmi ces actionnaires, on retrouve plusieurs centaines d'employés de Bell Canada, dont les techniciens en renouvellement de convention collective.

« Ils ne savent toujours pas s'ils doivent vendre maintenant leurs actions, même à prix inférieur à l'offre, afin d'éviter un risque d'échec de la transaction. Ou plutôt, attendre la clôture de la transaction même avec un prix abaissé », a souligné Michel Ouimet, vice-président du Syndicat des communications-FTQ, qui représente près de 20 000 salariés de Bell au Québec et en Ontario.

Au moins, tous les actionnaires de BCE devraient voter à nouveau sur une offre modifiée, au cours d'une assemblée extraordinaire.

Et une telle procédure pourrait retarder de deux à trois mois la clôture de la transaction de la transaction.

Annulation de la transaction

Le pire scénario envisageable, mais aussi le plus improbable à ce moment-ci, de l'avis d'analystes qui surveillent BCE.

Le pire pour les actionnaires de BCE, dont plusieurs salariés de Bell Canada, qui verraient la valeur de leurs titres baisser considérablement.

Peut-être jusqu'aux environs de 25 \$ l'action en l'absence d'acheteurs alternatifs Teachers', envisage notamment l'analyste Troy Crandall, de MacDougall & MacTier.

Un tel scénario de retrait d'offre pour BCE serait aussi très coûteux pour Teachers' et ses partenaires.

Les frais de rupture négociés avec le conseil d'administration de BCE, au moment de l'examen de l'offre, approcheraient le milliard de dollars, selon les raisons du retrait.

Sans compter les frais financiers et juridiques déjà considérables soutenus par les acquéreurs déçus.

Par ailleurs, si l'offre échouait en raison du désistement des banquiers retenus par Teachers' et ses partenaires, ces derniers pourraient sans doute lancer des poursuites considérables en dommages et intérêts.

Entre temps, pour attirer d'autres offres et apaiser ses actionnaires frustrés, la rationalisation majeure des coûts d'exploitation et des projets d'investissements.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

PREVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action M: million G: milliard

AUJOURD'HUI 21 MAI
Indice des prix à la consommation (Canada)
avril: **1,4%**
mars: **1,4%**
Brown Shoe BPA IT: **10cUS**

DEMAIN 22 MAI
Ventes au détail (Canada)
mars: **0,3%**
février: **-0,7%**
Barnes & Noble BPA IT: **5cUS**
Gap BPA IT: **30cUS**

VENDREDI 23 MAI
Ventes de maisons existantes (États-Unis)
avril: **-1,6%**
mars: **-2,0%**

LUNDI 26 MAI
Marchés fermés aux États-Unis (Memorial Day)

MARDI 27 MAI
Ventes de maisons neuves (États-Unis)
avril: **-0,8%**
mars: **-8,5%**
Banque de Montréal BPA 2T: **1,22\$**
Banque Scotia BPA 2T: **1,01\$**

MERCREDI 28 MAI
Banque Larentienne BPA 2T: **80c**
Banque Toronto-Dominion BPA 2T: **1,39\$**
Sears BPA IT: **9c**

Source: Bloomberg
POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

	8	1	3	7			6	
							7	
	9			6		8	5	1
			5		8		9	
3			6			1		
2	7			1				
	1		7		2			
5				9				
8							7	9

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier Sudoku

Une erreur s'est glissée dans notre édition d'hier. Voici également la solution du sudoku numéro 1014

8	3	1	6	2	4	7	9	5
4	9	5	8	7	1	3	6	2
7	6	2	3	5	9	4	1	8
5	1	9	4	3	2	8	7	6
6	2	7	9	8	5	1	4	3
3	4	8	7	1	6	2	5	9
9	8	3	1	6	7	5	2	4
1	5	6	2	4	3	9	8	7
2	7	4	5	9	8	6	3	1
8	4	1	6	3	5	2	7	9
2	5	3	4	9	7	8	6	1
6	7	9	2	8	1	5	3	4
4	9	8	5	7	2	3	1	6
3	6	7	8	1	4	9	2	5
5	1	2	3	6	9	7	4	8
1	2	6	7	5	8	4	9	3
9	8	4	1	2	3	6	5	7
7	3	5	9	4	6	1	8	2

Niveau de difficulté : MOYEN

1017

Par Fabien Savary 1016

Par Fabien Savary 1014

Encore un record pour Toronto

RECORD

suite de la page 1

Un malheur n'arrivant jamais seul, le prix du baril de pétrole a encore établi un record à New York en franchissant le seuil des 129\$US le baril.

La flambée de l'or noir a de nouveau propulsé les titres énergétiques à Toronto. Suncor, numéro deux mondial des sables bitumineux, a bondi de 4,84\$, à 72,37\$. Talisman a gagné 95 cents, à 24,89\$.

«Depuis la crise du crédit, certains investisseurs se sont réfugiés dans les ressources naturelles, rappelle Pierre Lapointe, stratège adjoint à la Financière Banque Nationale. Ça commence à devenir dangereux.»

Le présent rallye des ressources dure maintenant depuis 78 mois. Les prix ont progressé de 180%. «Sommes-nous en train de vivre une nouvelle bulle?» s'interroge M. Lapointe. Si oui, il est difficile de savoir quand elle va éclater.»

Robert Kavcic, économiste chez BMO Marchés des capitaux, est d'avis contraire. «La demande globale reste forte», souligne-t-il.

Il est d'avis en outre que la performance exceptionnelle de la Bourse canadienne repose sur du solide.

Seul parquet à avoir dépassé son sommet d'avant la crise du crédit en août, Toronto est en hausse de 8,7% depuis le début de l'année.

Certes, cette hausse est essentiellement attribuable aux titres



PHOTO CHARLES REX ARBOGAST, ASSOCIATED PRESS

Le prix du baril de pétrole a encore une fois établi un record à New York en franchissant le seuil des 129\$US le baril. Sur la photo, une femme faisait le plein à une station-service à Chicago, lundi.

énergétiques (+26,7%) et des matériaux (+16,55%). À eux seuls, ces deux secteurs représentent plus de la moitié de la valeur du S&P/TSX.

Reste que les technologies de l'information progressent aussi de plus de 14% cette année grâce surtout à Research in Motion qui a connu une séance médiocre hier

toutefois en abandonnant 2% de valeur. Quant aux industrielles, elles ont avancé de près de 11% cette année. Hier, Bombardier a gagné 11 cents, à 7,67\$, après

l'annonce d'un important contrat de vente de jets privés des séries Challenger et Learjet.

Qui plus est, depuis son creux de 12 709,38 points le 19 mars, les 10 secteurs de l'indice ont tous contribué positivement à sa poussée de 18,3%. Même les financières.

Ce sont d'ailleurs elles qui pourraient servir d'aiguillon pour maintenir les gains des investisseurs, si les titres des ressources devaient se replier quelque peu, comme d'aucuns le prédisent. M. Kavcic le croit en tout cas.

Après tout, leur capitalisation représente 30% du poids du parquet torontois. C'est beaucoup moins que les ressources, mais c'est un second contributeur de poids.

Billet vert

L'attrait soutenu des ressources se nourrit aussi du désintérêt des investisseurs pour le billet vert. Hier, le dollar américain a connu une mauvaise journée contre la plupart des autres monnaies. Cela a permis au huard de s'éloigner quelque peu au-dessus de la parité. Il cotait 100,83 cents US à la clôture, en hausse de 81 centimes.

Depuis le début de l'année, notre monnaie oscille entre 97 et 103 cents américains.

«C'est la durée de la récession américaine qui déterminera de quel côté il franchira cette fourchette», résume François Barrière, vice-président, développement des affaires, marchés internationaux, à la Banque Laurentienne.

La Scotia étend sa présence au Pérou

La Banque Scotia a annoncé hier son intention de racheter la neuvième banque commerciale du Pérou, Banco del Trabajo, dont les actifs totalisaient 430 millionsUS à la fin de décembre 2007. Les détails financiers de la transaction n'ont pas été dévoilés. La Banque Scotia est présente au Pérou depuis 1997. Elle y détient notamment Banque Scotia Pérou, aujourd'hui la troisième banque du pays. Banco del Trabajo a été établie

en 1994 et compte 132 succursales. Elle détient 1% du marché péruvien. «Cette opération représente une occasion unique pour la Banque Scotia d'étendre sa présence dans les segments en pleine croissance des prêts aux micro-entreprises et du crédit à la consommation au Pérou», a estimé dans un communiqué le chef de la direction de Banque Scotia Pérou, Carlos Gonzalez Taboada. L'action de la Scotia a cédé hier 47 cents, à 48,74\$, à la Bourse de Toronto. Son acquisition au Pérou a été dévoilée après la fermeture des marchés.

La Presse Canadienne

MODIFICATIONS À NOTRE COUVERTURE BOURSIÈRE

À l'image des grands quotidiens nord-américains, *La Presse Affaires* a décidé de ne plus publier les cotes boursières. Nous optons plutôt pour la mise en page de tableaux qui colligeront pour vous les informations les plus pertinentes. Nous avons ainsi conservé votre sélection de titres préférés réunis dans nos tableaux LPA 50, LPA Canada et les 50 géants américains. Afin que vous puissiez obtenir l'information en un seul coup d'œil, vous retrouverez dans la même page les tableaux de la Bourse de Toronto, soit la performance des sous-indices, les titres les plus actifs, les titres gagnants et les perdants.

Il s'agit là d'une première transformation, d'autres améliorations seront apportées à notre couverture de l'actualité boursière. Les changements que nous préparons pour vous sont prévus pour la rentrée de septembre.

Cela dit, si vous tenez à consulter les cotes boursières, n'oubliez pas que nous avons un site internet très convivial. Sur lapresseaffaires.com vous trouverez toute l'information désirée et plus encore.

Merci,

l'équipe de *La Presse Affaires*

AFFAIRES

700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

BÂTIMENT HISTORIQUE (12 000 pi²) à vendre situé en plein cœur du centre ville de Hull (secteur très achalandé) incluant resto/bar, salon spécialisé pour cigares (1^{er} étage) et espaces de bureau (2^e et 3^e étages) très belle opportunité pour convertir en hôtel boutique à la fin du bail (2^e et 3^e étage). Sur rendez-vous seulement: 819-213-1751 propriétaire

INVESTISSEZ un peu, vivez bien et GAGNEZ BEAUCOUP

La principale entreprise de perte de poids et nutrition au Canada.

Franchises Disponibles www.herbalmagic.com

1-888-574-7383 Herbal Magic

714 FRANCHISES



FRANCHISES DISPONIBLES

Avec près de 65 magasins en exploitation au Québec et en Ontario et près de 50 années d'expérience dans le domaine du commerce au détail **Centre du Rasoir** met à la disposition de potentiels investisseurs/opérateurs, plusieurs magasins situés dans d'excellents emplacements aussi bien dans le grand Montréal qu'à travers la province de Québec.

- Formation complète
- Assistance continue
- Redevances graduelles
- Clientèle établie
- Investissement min.
- Financements disponibles

Possibilités de franchises
Tél.: 514-636-4512 poste 304
Courriel: jean-claude@cdrem.com

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

A1 1ère, 2e, aucun boni, contrats rapides. Notaire Laberge jour, soir, (514) 729-4332.

PRÊTEZ votre argent intérêt 7% 26/39 mois. Découpez l'annonce FINANCIÈRE PRÊTBEC 450-688-7217



AVIS

800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

PRENEZ AVIS que la compagnie **FRAP MUSIQUE INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 20 mai 2008. Danielle Gingras, avocate.

PRENEZ AVIS que la compagnie **RESTAURANT LUNE D'ASIE INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 20 mai 2008. Danielle Gingras, avocate.

Le tout nouveau EX d'Infiniti. Exceptionnel.

Le EX35 d'Infiniti
Location à partir de **418\$** /mois* à un taux de **4,5%** APR
*Comptant initial de 6 900\$ excluant les frais de transport et de pré-évaluation

INFINITI DE BROSSARD. INFINIMENT MIEUX.

9005, boul. Taschereau Ouest • 450 445-5799 • www.infinitidebrossard.com



INFINITI

3539649A

*Location d'une berline G35x à traction intégrale 2008 (G4XG78 CP00) neuve. Taux de 4,50% pour un contrat de location de 36 mois. Le versement mensuel est de 418\$ avec un acompte de 6 900\$. RDPM de 77\$ et première mensualité payables au début du bail. Renonciation au dépôt de sécurité. Les locations sont établies en fonction d'un kilométrage maximal de 24 000 km par année avec des frais de kilométrage excédentaire de 0,15\$/km (0,10\$/km si payé au moment de la signature du contrat). L'obligation totale du contrat de location s'élève à 21 948\$. Les frais de transport et de préparation de 1 650\$, les frais d'immatriculation, d'assurance, d'engagement et les taxes sont en sus. Les concessionnaires peuvent vendre à prix moindre. Il se peut que le concessionnaire soit obligé de faire une commande ou un échange. L'offre, conditionnelle à l'admissibilité du client au crédit, est en vigueur pour une durée limitée par le biais des services financiers d'Infiniti. Elle peut faire l'objet de changements sans préavis et ne peut être jumelée à aucune autre offre. Voyez votre concessionnaire Infiniti pour plus d'information.

La maison de bois rond prend la route de l'Ouest

HÉLÈNE BARIL

Qui aurait cru que des maisons de bois rond faites au Québec prendraient un jour la route pour s'installer dans les Rocheuses canadiennes? Pas grand monde, à part la famille Mathon, qui commence à livrer dans l'Ouest ses maisons *made in Mascouche*.

Dans l'usine de la rue Bombardier, qui vient d'être agrandie, la place manque déjà pour répondre à la demande. Une demande tellement forte, que même « si elle baissait de moitié, on serait tout aussi occupés », assure Michel Mathon, fils de Germain et président de Timber Block.

Pour le moment, le carnet de commandes de l'usine est rempli jusqu'à Noël. Les maisons de bois fabriquées par Timber Block ont séduit les baby-boomers en quête d'un coin de paradis à la campagne. À cause d'eux, le marché des

La demande est tellement forte, que même « si elle baissait de moitié, on serait tout aussi occupés ».

résidences secondaires ne dérougît pas, malgré la hausse des prix des chalets, malgré les hausses de taxes qui viennent avec et malgré le prix de l'essence qui rend les allers-retours à la campagne plus coûteux.

La famille Mathon, qui fait des maisons depuis plus de 30 ans, a décidé de profiter de ce nouveau filon. Michel Mathon et son associé, Sylvain Tibéry, ont commencé à repenser la maison de bois rond traditionnelle en 2003.

Le résultat de leur travail est une maison pièce sur pièce qui offre le charme de la maison traditionnelle sans l'inconvénient majeur qui lui est inévitablement associé, le manque d'isolation.

Un équipement unique

Les deux associés ont fait breveter leur procédé et ont mis au point l'équipement de fabrication qu'il leur fallait, qui n'existait pas sur le marché. La technique de Timber Block consiste à fabriquer des poutres creuses avec du bois rond usiné, des tranches de pin blanc du Québec embouté, et de les remplir d'un isolant de polyuréthane fait à partir de plastique recyclé. Les poutres sont ensuite empilées selon la technique des maisons pièce sur pièce pour devenir des maisons à la superficie variant de 300 à 4000 pieds carrés.

La maison ne présente pas les aspérités naturelles des maisons en rondins mais en revanche, elle a un facteur d'isolation de R-30, selon le constructeur, ce qui supérieur aux maisons construites selon la norme Novoclimat (R-25).

Construite en usine dans des conditions optimales, la maison se monte en une journée sur le terrain et les fondations de l'acheteur, ce qui permet d'en réduire le coût. Par exemple, le modèle le plus populaire, d'une superficie de 1500 pieds carrés, est vendu un peu plus de 200 000\$, précise Michel Mathon.

75 maisons par année

À Mascouche, le rythme de fabrication passera de 75 maisons de bois rond par année à une maison par jour. Les deux autres divisions de l'entreprise, Habitations Germain et Confort



PHOTO FOURNIE PAR TIMBER BLOCK

La famille Mathon, qui fait des maisons depuis plus de 30 ans, construit une maison pièce sur pièce qui offre le charme de la maison traditionnelle sans l'inconvénient majeur qui lui est inévitablement associé, le manque d'isolation.

Design, qui construisent des maisons de ville, sont elles aussi très occupées parce que le marché résidentiel ne donne toujours pas de signe d'essoufflement.

Les 250 employés travaillent pour les trois divisions du groupe. Des trois divisions, c'est chez Timber Block que la croissance est actuellement la plus forte.

Michel Mathon ne s'inquiète pas de voir un jour fléchir la demande des baby-boomers québécois pour ses maisons de bois rond, ce qui devrait arriver tôt ou tard. « Si ça arrive, on aura toujours d'autres marchés à exploiter », dit-il.

C'est dans ce but que Timber Block a commencé à explorer ces

nouveaux marchés. L'entreprise a installé des maisons modèles à Edmonston, au Nouveau-Brunswick, et à Edmonton, en Alberta.

Les Mathon visent aussi le marché américain qui, même en pleine crise immobilière, offre des perspectives intéressantes pour leur entreprise.

Une commande de 35 avions d'affaires pour Bombardier

BOMBARDIER
suite de la page 1

Avec Skyjet, l'objectif de Bombardier était de soutenir les opérateurs de ses avions, mais aussi de mieux faire connaître ses appareils en Europe et en Asie. Ce second objectif sera encore mieux servi par la vente à VistaJet, croit la porte-parole de Bombardier Avions d'affaires, Danielle Boudreau.

« Skyjet n'avait pas de flotte en tant que telle, mais une marque connue mondialement et des programmes efficaces et innovateurs, dit-elle. VistaJet n'avait pas tout ça, mais possède une flotte constante d'appareils Bombardier. C'est une tran-

saction qui bénéficie aux deux entreprises. »

« On continue de montrer nos

« C'est mieux de laisser quelqu'un d'autre se concentrer sur ses activités principales de façon à ce que Bombardier puisse se concentrer sur les siennes. »

appareils, poursuit M^{me} Boudreau. Et ça nous permet d'avoir accès à plus de marchés puisque VistaJet

compte prendre de l'expansion en Asie et au Moyen-Orient. »

Richard Aboulafia croit que Bombardier fait bien de laisser Skyjet. « Vous voulez éviter l'intégration verticale si vous êtes un manufacturier d'avions d'affaires, note-t-il. C'est mieux de laisser quelqu'un d'autre se concentrer sur ses activités principales de façon à ce que Bombardier puisse se concentrer sur les siennes. »

Après avoir ouvert en forte baisse, l'action de catégorie B de Bombardier inc. a clôturé à 7,67 \$ hier à la Bourse de Toronto, en hausse de 11 cents. Depuis quelques jours, le titre atteint des sommets jamais vus depuis près de six ans.

Hausse de 16% des profits de HP

La forte demande à l'extérieur des États-Unis pour les ordinateurs, imprimantes et autres produits Hewlett-Packard (HP) a permis à la société d'accroître ses marges de profit au deuxième trimestre, mais les investisseurs s'inquiètent de voir cette tendance s'estomper pendant que HP digérera sa plus récente acquisition, Electronic Data Systems Corp. À deuxième trimestre, HP a engrangé un bénéfice de 2,06 milliards US, ou 80 cents US par action, en hausse de 16%, par rapport à l'an dernier. — Associated Press

LE CERCLE CANADIEN
MONTREAL
THE CANADIAN CLUB

PARTENAIRE PRINCIPAL
Bell

Déjeuner-conférence
Le lundi 2 juin 2008, 12h à 14h

Relever le défi de la croissance dans le secteur des services financiers

Hôtel Centre Sheraton Montréal
Salle de bal

Louis Vachon
Président et chef de la direction
Banque Nationale Groupe financier
COMMANITAIRE D'ÉVÈNEMENT

Deloitte
Simon Bélair/Deloitte & Touche

Réservation avant midi, le jeudi 29 mai 2008 au :
www.canadianclub-montreal.ca

Non-membre	93,13 \$	(taxes incluses)
Table de 8	726,92 \$	(taxes incluses)
Table de 10	908,64 \$	(taxes incluses)

COMMANITAIRE DE SAISON

Financière Sun Life
RBC Groupe Financier

Pour information 514.398.0333

Avis de nomination



Larry Kenline

La Fédération des chambres immobilières du Québec (FCIQ) est fière d'annoncer la nomination de Larry Kenline à titre de président de son conseil d'administration. Agent immobilier affilié pour Re/Max de Francheville inc. à Trois-Rivières, M. Kenline compte plus de 14 ans d'expérience dans le domaine de l'immobilier. Il est l'actuel président de la Chambre immobilière de la Mauricie et est membre et trésorier du conseil d'administration de la FCIQ depuis 2005. M. Kenline est aussi administrateur du Comité Technologie de la FCIQ depuis 2002 et directeur du Comité MLS depuis 2003.

La FCIQ est un organisme à but non lucratif chapeautant les 12 chambres immobilières de la province. Sa mission : promouvoir et protéger les intérêts de l'industrie immobilière du Québec afin que les chambres et leurs membres accomplissent avec succès leurs objectifs d'affaires.

ASSOCIATION DES
MBA
DU QUÉBEC
ENTRE GENS
DE DÉCISION

Les déjeuners-rencontres
FASKEN MARTINEAU
de l'Association des MBA du Québec

M. Jean-René Halde
Président et chef de la direction
Banque de développement du Canada

PAS DE RÉPIT EN VUE POUR LES PME

Le mercredi 28 mai 2008 à 11h45
Hôtel Omni Mont Royal, Salon Les Saisons

Membre régulier: 45 \$
Membre étudiant: 35 \$
Membre retraité: 35 \$
Non-membre: 75 \$
Table de 8 personnes: 495 \$
(taxes non comprises)

Pour réservation: (514) 282-3810 poste 2003 - Internet: ambaq.com

VISA, MasterCard, American Express et chèque acceptés.
Seules les annulations reçues au moins 48 heures à l'avance seront acceptées.

Nos commanditaires

Bell **BANQUE NATIONALE** **LA PRESSE**



Mercedes-Benz
CERTIFIÉ
mercedes-benz.ca/certifie

Taux de financement à partir de **1,9%***



Vous investissez dans l'ingénierie allemande? Assurez-vous d'être soutenu par des Québécois.

Acheter un véhicule Mercedes-Benz Certifié^{MC} au Québec, c'est acheter plus qu'une Mercedes-Benz. Vous obtiendrez :

- confiance: inspection en 150 points
- garantie: jusqu'à 7 ans ou 160 000 km
- tranquillité d'esprit: historique complet de l'entretien de votre véhicule
- sécurité: assistance routière d'urgence 24 heures sur 24

Mercedes-Benz

LA PRESSE AFFAIRES TECHNOLOGIES

Des actionnaires de Yahoo! appuient Carl Icahn

BLOOMBERG

L'investisseur milliardaire Carl Icahn, qui exerce des pressions sur Yahoo! pour qu'il reprenne les pourparlers de rachat avec Microsoft, vient d'obtenir d'autres appuis d'actionnaires de l'entreprise tandis que celle-ci étudie de nouvelles propositions de Microsoft.

T. Boone Pickens, président de BP Capital LLC, a indiqué à CNBC hier qu'il avait acheté 10 millions d'actions, soit moins de 1% de Yahoo!, après que M. Icahn a annoncé qu'il chercherait à faire évincer les administrateurs de Yahoo! s'ils ne parviennent pas à réaliser la fusion avec Microsoft. Le plus important fabricant de logiciels

au monde avait abandonné son projet de rachat de Yahoo! le 3 mai dernier. Depuis lors, Microsoft a offert d'acheter la division de recherches sur l'internet de Yahoo!, indiquaient lundi deux personnes au courant des pourparlers. Selon les dispositions proposées, Microsoft obtiendrait une participation passive dans

Yahoo!, qui conserverait sa division d'affichage de publicités et qui essaierait des actifs en Asie, a indiqué l'une des sources, qui a requis l'anonymat. Cette initiative pourrait s'avérer insuffisante pour apaiser M. Icahn, qui bénéficie de l'appui d'investisseurs tels que Paulson & Co. « Ce n'est pas bon pour

Yahoo! », soutient Colin Gillis, un analyste de Canaccord Adams, à New York. « Qu'est-ce qu'ils obtiendraient à la fin, plus de liquidités dans leur bilan? demande-t-il. Vous avez moins d'actifs, plus de liquidités et Carl Icahn possède vos actions. Ce n'est pas une bonne combinaison. » Il recommande de vendre les actions de Yahoo!



Choisissez votre accélérateur de rentabilité.

Nos téléphones intelligents ont la bosse des affaires. Faites-en plus à plus d'endroits grâce au réseau le plus rapide et le plus vaste à travers l'Amérique du Nord¹.

- Envoyez et recevez des courriels grâce à nos forfaits courriel offerts à partir de 15 \$ par mois²
- Visualisez et modifiez des documents Microsoft^{MD} Office où que vous soyez
- Naviguez sur Internet et gardez le contact en temps réel avec Windows Live^{MC} Messenger
- Obtenez des indications routières détaillées grâce à GPS Nav³



Téléphone intelligent BlackBerrySM CurveSM 8330

199⁹⁵ \$

avec le rabais de 50 \$ de l'ensemble Téléphone intelligent avec un contrat de 3 ans⁴ (549,95 \$ sans contrat)



HTC 6800

149⁹⁵ \$

avec le rabais de 50 \$ de l'ensemble Téléphone intelligent avec un contrat de 3 ans⁴ (599,95 \$ sans contrat)



LG Rumeur^{MC}

49⁹⁵ \$

avec le rabais de 50 \$ de l'ensemble Amusement avec un contrat de 3 ans⁵ (299,95 \$ sans contrat)



Visitez un magasin Bell 1 888 457-7312
bell.ca/telephonesintelligents



Bataille de procurations

Hier, le titre de Yahoo! a cédé 20 cents US à 27,48\$US à la Bourse NASDAQ, à New York. De son côté, l'action de Microsoft chutait de 70 cents US à 28,76\$US.

Selon Mark May, analyste de Needham & Co., à New York, la division de recherches sur internet de Yahoo! vaut environ 25 milliards\$US.

La semaine dernière, Carl Icahn a révélé qu'il possédait 10 millions d'actions de Yahoo! avec des options pour en acquérir 49 millions de plus, et il a ajouté qu'il mènerait une bataille de procurations si Yahoo! ne s'entend pas avec Microsoft.

Le recul de Bell affecte Prestige Telecom

LA PRESSE CANADIENNE

Prestige Telecom a indiqué hier s'attendre à dévoiler une perte nette et une perte d'exploitation pour son quatrième trimestre terminé le 31 mars dernier.

Le fournisseur montréalais de services d'ingénierie et d'installation pour les réseaux de télécommunication croit être en voie d'afficher des ventes de 8,2 millions pour son plus récent trimestre, une hausse de près de 40% par rapport aux revenus de 5,9 millions de la même période l'an dernier, mais un montant moindre que celui de 10,6 millions rapporté au troisième trimestre à ce chapitre.

Prestige Telecom a attribué ce recul trimestriel à une réduction des dépenses des grandes firmes de télécommunications, dont Bell Canada.

« Nous avons pris l'engagement envers nos actionnaires, à la première année de notre existence à titre de société ouverte, de faire un compte rendu de notre progression en temps opportun », a affirmé dans un communiqué le président et chef de la direction de l'entreprise, Pierre-Yves Méthot.

« Ainsi, nous fournissons les présents faits saillants financiers ainsi qu'une mise à jour de nos activités, suite notamment à de nombreux rapports récents du secteur des télécommunications indiquant une baisse des dépenses en immobilisations pour le trimestre terminé le 31 mars 2008. »

Les dépenses relatives aux réseaux filaires des principales firmes de télécommunications ont accusé un recul de 33%, sur une base séquentielle, y compris un recul de 37% chez Bell Canada, tel que rapporté par sa société mère BCE.

Les dépenses en immobilisations des trois principales entreprises de services sans fil (Bell, Rogers, Telus) ont accusé une baisse de 45% par rapport au trimestre précédent, tandis qu'elles ont retardé les décisions de placement avant la vente aux enchères du spectre réservé aux services sans fil évolués, qui se tiendra le 27 mai, a rappelé Prestige.

L'entreprise entend présenter ses résultats financiers vérifiés en juillet.

Son action a clôturé la séance d'hier à 56 cents à la Bourse de croissance de Toronto, en baisse de 1 cent.

L'offre prend fin le 15 mai 2008. Forfaits offerts avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau principal et du réseau mobile haute vitesse de Bell Mobilité. Options disponibles sur certains appareils. Des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris des taxes étrangères) peuvent s'appliquer à l'extérieur de votre zone locale. D'autres frais mensuels tels que e9-1-1 (75¢/mois), accès au réseau (pas des frais du gouvernement; 8,95\$/mois) et frais uniques d'activation d'appareil (35\$) s'appliquent. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. L'offre est modifiable sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Dans les zones de couverture 1xEV-DO. (2) Exclut Connexion mobile et l'utilisation de votre appareil comme modem pour connecter votre ordinateur portable à Internet; des frais pour utilisation additionnelle s'appliquent. Le forfait Courriel et Internet Windows/Palm à 15 \$ est uniquement compatible avec les services de courriel modernes (c.-à-d. POP3 ou IMAP). Le forfait BlackBerry à 15 \$ doit être combiné avec un forfait voix. (3) La construction, la circulation, etc peuvent affecter la précision. (4) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait Courriel, Internet et voix d'au moins 45 \$/mois ou à un forfait mensuel voix d'au moins 20 \$/mois avec une option de données Courriel et Internet d'au moins 25 \$/mois. (5) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait mensuel voix avec un ensemble Amusement d'une valeur min. de 15 \$/mois. Le rabais s'applique sur le prix de l'appareil avant les taxes en magasin ou, autrement, sur le compte; prévoir de 4 à 6 semaines. Vous devez conserver l'ensemble Amusement pendant 3 mois suivant l'activation, sinon le rabais sera facturé à votre compte. Les familles de marques, d'images et de symboles relatifs à BlackBerry et à RIM sont la propriété exclusive et des marques de commerce de Research In Motion Limited, usager autorisé; Rumeur est une marque de commerce de LG Electronics Inc.; Microsoft, Windows Live, Windows, Excel et Outlook sont des marques de commerce ou des marques déposées de Microsoft Corporation aux États-Unis et dans d'autres pays.



Tous les jours dans LA PRESSE

« L'effet iPhone » frappe le sans-fil canadien de plein fouet



ALAIN MCKENNA
TECHNO.BIZ
COLLABORATION SPÉCIALE

La société Apple n'a pas l'imposante présence de son rival Nokia dans le marché de la mobilité. Son impact se fait néanmoins sentir jusqu'au Canada, où son unique appareil mobile, l'iPhone, n'est même pas officiellement vendu. Car même ici, plus que le réseau ou que l'appareil, ce sont les services mobiles qui comptent. Et pour une fois, les PME pourraient empêcher.

Les fonds d'aide
« L'effet iPhone est spectaculaire, mais c'est aussi l'effet de l'arrivée potentielle de nouveaux opérateurs au Canada, précise Rick Nadeau, analyste des télécoms pour Décima Research, à Ottawa. Avec le Fonds BlackBerry, RIM réagit à tout ça. »

Le Fonds BlackBerry, dévoilé lundi dernier, est doté d'une enveloppe de 150 millions de dollars. Il vise à financer le développement d'applications mobiles ciblant avant tout les appareils BlackBerry. Il est géré par JLA Ventures, dont les bureaux sont situés à Montréal et à Toronto, et dont l'un des administrateurs est Jim Balsillie, coprésident de RIM, fabricant du BlackBerry.

L'entreprise canadienne s'inspire en quelque sorte de

« Les services mobiles sont la marmite d'or au bout de l'arc-en-ciel. »

son rival de la Silicon Valley, puisqu'Apple s'est associée à une firme américaine afin de créer le iFund, d'une valeur



PHOTO PAUL SAKUMA, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Apple s'est associée à une firme américaine afin de créer le iFund, d'une valeur de 100 millions de dollars, qui doit venir en aide aux développeurs d'applications mobiles pour l'iPhone. Sur la photo, un participant à la conférence MacWorld du 15 janvier dernier à San Francisco parle dans son iPhone.

de 100 millions de dollars, qui doit venir en aide aux développeurs d'applications mobiles pour l'iPhone.

« Les services mobiles sont la marmite d'or au bout de l'arc-en-ciel, illustre Kevin Restivo, analyste pour IDC Canada. Il y a beaucoup de potentiel dans l'industrie mondiale du sans-fil et tout le monde veut sa part, des opérateurs de réseaux aux fabricants d'appareils. »

« C'est pourquoi des fabricants comme Apple, RIM ou Nokia veulent pouvoir offrir un

guichet unique d'appareils et de services, ajoute M. Restivo. Les téléphones sont aujourd'hui devenus des plateformes de développement, comme le sont les PC. »

Le Canada en mode rattrapage
Malheureusement pour les

développeurs d'ici, le Canada traîne la patte dans ce secteur, faute de pouvoir compter sur des réseaux sans fil à la fine pointe.

« La technologie arrive en premier, les modèles d'affaires arrivent ensuite. Et le Canada est en mode rattrapage à ce niveau », constate Marc

Leclerc, d'Ericsson Canada, à Montréal.

M. Leclerc était invité à parler des enjeux de l'industrie mobile montréalaise, lundi dernier, dans le cadre de l'événement des Lundis mobiles montréalais. Tout comme Dany Savard, producteur de jeux vidéo pour EA Mobile, dont les bureaux sont aussi à Montréal. « Les opérateurs nous imposent des limites. Les applications doivent être petites et doivent faire avec une bande passante très limitée. »

En plus, cette guerre de plateformes, qui comprend des systèmes comme Symbian (Nokia, Sony Ericsson), BlackBerry (RIM), Windows Mobile (Microsoft) et l'iPhone, est un casse-tête pour les développeurs.

Mais c'est aussi l'occasion de signer des ententes avec l'un ou l'autre de ces fabricants. EA Mobile en a une avec Apple pour produire des jeux compatibles avec son iPhone, ainsi qu'avec ses baladeurs iPod. RIM, de son côté, espère arriver au même genre d'ententes en annonçant à la fois son programme de financement, et un nouvel appareil, le BlackBerry Bold, qui offre plus de fonctions que les modèles précédents.

Ententes

« On va voir de plus en plus d'ententes de ce genre-là, et même des acquisitions, de fabricants et les opérateurs, de développeurs de services mobiles, estime Rick Nadeau, de Décima. Tant que les revenus par utilisateur sont à la hausse, ça va profiter à tout le monde dans l'industrie, dont les petites entreprises qui développent des services. »

Est-ce que ça pourrait permettre au Canada de combler son retard à ce niveau, par rapport à l'Europe et d'Asie? « RIM a été révolutionnaire avec ses premiers BlackBerry, et à cause (de la concurrence) du iPhone, elle doit faire la même chose avec les applications mobiles. C'est sûr que ça va faire avancer l'industrie canadienne », croit M. Nadeau.

COURRIEL
Pour joindre notre collaborateur: alain.mckenna@lapresse.ca

CARRIÈRES

ET EMPLOIS

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

LA PRESSE



Près de vous... et adapté à vos besoins

Le Centre montréalais de réadaptation (CMR) offre des services d'adaptation, de réadaptation et d'intégration sociale à toute personne sur le territoire de la Montérégie ayant une déficience motrice, auditive ou du langage ou des incapacités physiques découlant d'une déficience intellectuelle ou d'un trouble envahissant du développement. Ses 10 points de service sont situés à **Châteauguay, à Granby, à Longueuil, à Saint-Hubert, à Saint-Hyacinthe (2), à Saint-Jean-sur-Richelieu, à Sorel-Tracy, à Valleyfield et à Vaudreuil-Dorion.**

Le CMR mise sur un contexte de gestion participative et de travail en interdisciplinarité dans le cadre d'une approche écosystémique. Tous les membres de nos équipes contribuent à la qualité des services offerts et demeurent centrés sur les besoins des clients. Établissement en pleine croissance, le CMR dispose d'un environnement technologique de pointe et offre des défis stimulants et novateurs aux spécialistes de la réadaptation qui ont à cœur la pleine participation sociale des gens qu'ils traitent.

Chefs de programme

- **Traumatologie – Châteauguay**
Poste permanent à temps complet (classe 15)
Vous gérez les programmes de traumatologie jeunesse et adulte au point de service de Châteauguay et développerez les services dans l'ouest de la Montérégie, soit à Valleyfield et à Vaudreuil-Dorion. Plus spécifiquement, vous planifierez, organiserez, contrôlerez et dirigerez les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles de votre secteur d'activité, en plus de coordonner la dispensation des services cliniques dans le respect des orientations de l'organisation et de façon à ce que la population désignée en bénéficie.
- **Déficience auditive – Saint-Hubert**
Remplacement d'une durée de 1 an débutant le 14 juillet 2008 (classe 15)
Au sein d'une équipe régionale basée à Saint-Hubert et couvrant le territoire de la Montérégie, vous assumerez la gestion du programme de réadaptation et d'intégration sociale s'adressant à la clientèle (0-100 ans) ayant une déficience auditive. Vous serez aussi responsable de la gestion administrative du comptoir des aides de suppléance à l'audition.

Pour l'un ou l'autre de ces postes relevant de la directrice des services professionnels et de réadaptation, vous devez détenir un baccalauréat dans une discipline appropriée et cumuler 3 ans d'expérience à titre de gestionnaire dans le réseau de la santé et des services sociaux. Une formation complémentaire en administration serait également souhaitable. De plus, pour le poste en traumatologie, la connaissance des ententes contractuelles avec la SAAQ constitue un atout. On vous reconnaît pour votre solide expérience en gestion, votre capacité à optimiser le travail d'équipe et vos habiletés en animation de groupes. Grâce à votre leadership, à vos aptitudes en supervision et à votre sens de l'écoute, vous êtes doué pour gérer des ressources humaines au sein d'un environnement de participation et de mobilisation du personnel. Vous faites aussi preuve d'autonomie et d'esprit critique, en plus d'être habile pour communiquer à l'oral comme à l'écrit. La connaissance de la suite MS Office sur plateforme Windows est requise.

Pour postuler, veuillez transmettre votre curriculum vitae, au plus tard le **29 mai 2008**, en mentionnant le numéro de référence disponible sur notre site Web, par télécopieur au **450 676-0047**, par courriel à mauna.paquet@rrsss16.gouv.qc.ca ou par la poste au **5300, chemin de Chambly, Saint-Hubert (Québec) J3Y 3N7.**

Pour en savoir davantage sur le CMR et les postes ci-haut mentionnés, rendez-vous au www.cmrmonteregie.ca

ACTUEL
SI LA TENDANCE SE MAINTIENT...

Tous les jours dans **LA PRESSE**

Transamerica Vie Canada Assemblée générale annuelle

AVIS EST DONNÉ PAR LES PRÉSENTES qu'une assemblée générale annuelle des titulaires de polices avec participation établies par la Transamerica Vie Canada se tiendra au siège social de la Transamerica Vie Canada au 5000, rue Yonge, Toronto, Ontario le **11 juin 2008 à 9 h 15**, heure locale, en vue de la présentation des états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2007 et des rapports du vérificateur et de l'actuaire, de l'élection des administrateurs, de la nomination du vérificateur et de la discussion de toute autre question qui pourrait être dûment soumise à l'assemblée ou à toute autre assemblée ajournée ou reportée.

Transamerica Vie Canada

Depuis 43 ans
SOLEX
VOYAGES TRAVEL

1965-2008 **43 ans**

Le voyage d'affaires... c'est notre expertise!
Au service des entreprises depuis 1965, experts en voyages corporatifs et forfaits vacances.

6796, boul. Saint-Laurent Montréal (Québec) H2S 3C7 Tél. : 277-5252 Téléc. : 272-4006

5596, rue Jean-Talon Est Saint-Léonard (Québec) H1S 1L9 Tél. : 253-1342 Téléc. : 253-2604

<http://www.sol-ex.com> courriel : info@sol-ex.com
Pour renseignements et prix, communiquez avec **Sol'ex** sans engagement ni frais de devis.

SUBWAY

La plus grande chaîne de restaurants de sous-marins et de salades au monde est à la recherche de nouveaux franchisés et de nouveaux emplacements au Québec.

Bénéficiez d'un réseau compétant et d'un soutien inégalé. Avec plus de 29 000 franchises dans 86 pays, SUBWAY® est depuis plus de 30 ans symbole de réussite.

- Investissement peu élevé
- Flexibilité de localisation
- Système opérationnel simple
- Programme de formation complet
- Très grand support opérationnel
- Notoriété globale

Faites la demande de notre brochure explicative en visitant notre site web : www.subway.com
ou contactez Sophie Côté au 514-939-1171, poste 124 sophie@subwayquebec.com pour plus d'information

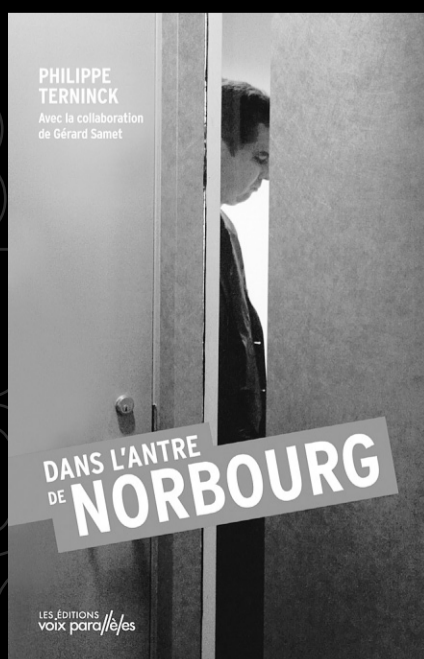
Plongez dans L'ANTRE DE NORBOURG et découvrez les dessous du plus grand scandale financier québécois

« J'espère que ce livre va contribuer à la recherche de la vérité et à éviter que de telles situations puissent se reproduire »

– Philippe Terninck

Offert en librairie et sur librairie.cyberpresse.ca

LES ÉDITIONS **voix parallèles**



LES ÉDITIONS **voix parallèles**

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

INVESTISSEMENTS

LES TITRES CANADIENS TROUVENT TOUJOURS PRENEUR
 > Les acquisitions de titres canadiens par des investisseurs étrangers ont atteint 5,3 milliards au mois de mars, leur plus haut niveau depuis mars 2007, a rapporté hier Statistique Canada. Les investisseurs canadiens se sont pour leur part départis de leurs valeurs mobilières étrangères, toutes des instruments d'emprunt, engendrant un recul de 3,3 milliards des avoirs canadiens en titres étrangers. Les investisseurs non résidents ont ajouté un montant net de 5,9 milliards \$ d'actions canadiennes à leurs portefeuilles en mars, le plus haut montant à ce chapitre depuis mai 2006. Les achats de nouveaux titres canadiens ont surtout eu lieu dans le secteur bancaire. Les ventes d'actions en circulation d'entreprises ont mis fin à trois mois d'acquisitions soutenues et ont visé essentiellement les entreprises financières autres que les banques, ainsi que les firmes énergétiques et les minières. La valeur des actions canadiennes a continué à faire montre de volatilité en 2008, cédant 1,7 % au mois de mars après avoir enregistré un gain de 3,3 % en février.

LA PRESSE CANADIENNE

TOURISME

CINQUIÈME BAISSÉ CONSÉCUTIVE > Le nombre de voyages vers le Canada a atteint un creux pour le cinquième mois de suite, en mars, à la suite de baisses substantielles du nombre de voyages de même jour en automobile en provenance des États-Unis et du nombre de visiteurs des pays d'outre-mer, a rapporté hier Statistique Canada. L'organisme fédéral a indiqué que les visiteurs étrangers avaient entrepris 2,3 millions de voyages au Canada, en mars, soit le niveau le plus bas enregistré depuis le début de la collecte de ces données, en 1972. Il s'agit d'une baisse d'un pour cent par rapport à février et de 12,4 % comparativement à mars 2007. Parallèlement, le nombre de voyages des Canadiens à l'étranger a augmenté de 1,4 % pour atteindre près de 4,5 millions, la grande majorité de ces voyages (85 %) ayant été effectués aux États-Unis. Les résidents américains ont entrepris seulement 730 000 voyages de même jour en automobile vers le Canada, en mars, en baisse de 2,5 % par rapport au mois précédent. Au cours des deux dernières années, leur nombre de voyages de même jour en automobile vers le Canada a régressé de 41,1 %. Les voyageurs d'outre-mer ont entrepris 384 000 voyages au Canada, en mars, en baisse de 3 %.

LA PRESSE CANADIENNE

INSTITUT FRASER

LE CONTRIBUABLE QUÉBÉCOIS ENDETTÉ DE 160 035 \$
 Chaque contribuable québécois a une dette fédérale, provinciale et municipale de 160 035 \$, soit presque 82 000 \$ par Québécois, selon une nouvelle étude publiée hier par l'Institut Fraser. L'étude de l'organisme de recherche, intitulée *Dette du gouvernement canadien 2008*, montre que la part du Québec en dette fédérale directe plus son endettement direct provincial et municipal s'élève à plus de 218 milliards et à plus de 617 milliards, tout passif gouvernemental inclus. À l'échelle du Canada, tous les paliers de gouvernements ont accumulé 791,2 milliards de dettes directes et, au total, plus de 2,4 billions de passif gouvernemental. Niels Veldhuis, directeur des études fiscales de l'Institut Fraser et coauteur de l'étude, précise que par habitant, le Québec a le plus grand passif total, soit 81 820 \$ par personne, suivi par l'Ontario, à 80 580 \$. L'Île-du-Prince-Édouard enregistre le plus petit passif gouvernemental total par habitant, soit 58 028 \$, suivie par le Nouveau-Brunswick à 61 056 \$. Le Québec a le plus grand passif total provincial et municipal parmi les provinces, à 417,4 milliards. Les changements démographiques attendus continueront à ébranler la capacité des programmes à fournir le niveau de prestations prévu, selon le rapport.

LA PRESSE CANADIENNE

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▲ AbitibiBowater (ABH)	10,08	0,20	2,02	641	-50,83	567	35,85	4,57	0,00
▼ ACE Aviation (ACE.B)	✓ 21,38	-0,27	-1,25	1 387	-24,43	1 202	30,25	17,90	0,00
Aeterna (AEZ)	1,25	0,00	0,00	306	-17,76	66	4,28	0,75	0,00
Air Canada (AC.B)	8,64	0,02	0,23	201	-28,30	864	17,40	7,61	0,00
Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓ 14,72	-0,10	-0,68	1 992	-19,52	2 905	23,90	13,18	0,14
▼ Astral Media (ACM.A)	35,07	-1,68	-4,57	2 341	-24,81	2 006	46,95	33,40	0,50
▼ Banque de Montréal (BMO)	✓ 48,97	-1,00	-2,00	21 151	-13,07	24 646	71,48	38,00	2,80
▼ Banque Laurentienne (LB)	✓ 41,08	-1,53	-3,59	841	23,55	979	45,08	31,30	1,28
Banque Nationale (NA)	✓ 52,53	-0,31	-0,59	4 000	0,46	8 322	66,50	43,60	2,48
Banque Royale (RY)	✓ 50,51	0,01	0,02	48 842	-0,45	66 372	61,08	42,82	2,00
▼ BCE (BCE)	✓ 37,40	-1,42	-3,66	86 714	-5,68	30 118	41,80	33,30	1,46
▲ Bellus Santé (BLU)	✓ 1,79	0,04	2,29	585	-18,64	87	8,29	1,26	0,00
▲ Bombardier (BBD.B)	7,67	0,11	1,46	133 248	28,69	13 434	7,70	4,06	0,00
▲ CAE (CAE)	✓ 13,49	0,37	2,82	6 552	1,35	3 426	15,25	9,92	0,12
▼ Cascades (CAS)	✓ 7,09	-0,09	-1,25	2 640	-16,00	702	13,05	6,96	0,16
▼ CN (CNR)	✓ 56,17	-0,67	-1,18	14 284	20,41	26 886	61,00	42,51	0,92
Cogeco (CGO)	32,15	0,25	0,78	229	-18,61	536	44,57	26,77	0,28
▼ Corporation Financière Power (PWF)	✓ 35,21	-0,62	-1,73	5 300	-13,64	24 819	42,68	30,74	1,34
▲ Domtar (DFS)	✓ 6,30	0,14	2,27	681	-17,00	3 361	12,29	5,71	0,00
▼ Garda (GW)	17,71	-0,28	-1,56	262	15,15	556	24,88	12,39	0,00
▼ Groupe CGI (GIB.A)	✓ 10,58	-0,40	-3,64	30 633	-8,71	3 368	12,24	8,95	0,00
Groupe Canam (CAM)	10,93	-0,06	-0,55	2 850	-22,76	540	15,98	9,40	0,16
▼ Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)	10,34	-0,33	-3,09	37 804	-25,61	5 403	14,61	9,58	1,13
▼ Groupe SNC-Lavalin (SNL)	✓ 56,35	-1,05	-1,83	5 085	17,05	8 507	58,50	32,83	0,48
▼ Groupe TVA (TVA.B)	16,03	-0,89	-5,26	3	10,40	433	18,51	13,15	0,20

▲> Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M\$ > Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
Labopharm (DDS)	1,80	0,00	0,00	477	74,76	102	7,05	0,90	0,00
▲ Lasseco (LAS/A)	44,50	0,59	1,34	29	9,85	297	44,50	37,25	0,86
▼ Le Groupe Jean Coutu (PIC.A)	✓ 9,54	-0,20	-2,05	2 577	-14,59	2 388	16,50	9,25	0,16
Les Industries Dorel (DII.B)	30,91	-0,27	-0,87	728	5,14	1 033	40,49	25,86	0,51
▼ Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓ 28,00	-1,39	-4,73	8 483	-31,61	3 373	44,55	24,07	0,00
▼ L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓ 36,40	-0,54	-1,46	1 477	-14,51	2 924	43,75	32,14	0,90
Mediagrif (MDF)	4,70	0,00	0,00	0	-28,90	68	9,60	4,50	0,00
▼ Mega Brands (MB)	✓ 3,56	-0,12	-3,26	147	-42,58	130	21,98	2,90	0,00
▼ Metro (MRU.A)	✓ 27,09	-0,39	-1,42	1 946	2,81	3 058	39,49	21,00	0,50
▼ Molson Coors (TAP.B)	✓ 55,26	-2,50	-4,33	13	8,14	10 130	58,00	43,00	0,80
▼ Nortel (NT)	8,04	-0,13	-1,59	39 561	-46,33	3 986	28,62	5,84	0,00
▲ Osisko Exploration (OSK)	4,80	0,32	7,14	2 942	-18,64	770	6,56	4,04	0,00
▼ Paladin Labs (PLB)	11,15	-0,20	-1,76	128	7,73	166	12,10	8,68	0,00
▼ Power Corporation (POW)	✓ 33,15	-0,54	-1,60	5 985	-17,39	15 125	41,92	29,35	1,16
▼ Quebecor (QBR.B)	✓ 32,05	-0,08	-0,25	833	-10,35	2 132	41,94	25,33	0,20
Quebecor World (IQW)	✓ 0,24	0,00	0,00	10 377	-86,72	43	15,16	0,10	0,00
Reitmans (RET.A)	18,30	-0,10	-0,54	580	-4,64	1 287	27,15	15,02	0,72
Rona (RON)	✓ 12,97	-0,03	-0,23	11 233	-23,93	1 500	24,41	12,72	0,00
▼ Saputo (SAP)	✓ 25,78	-0,38	-1,45	2 916	-13,58	5 310	32,99	20,06	0,48
▼ Stella-Jones (SJ)	33,64	-0,52	-1,52	170	-17,95	416	48,99	31,01	0,32
▼ Tembec (TMB)	3,80	-0,15	-3,80	732	-39,20	380	28,25	2,80	0,00
▼ Theratechnologies (TH)	✓ 7,25	-0,14	-1,89	619	-33,36	421	13,12	6,70	0,00
▼ Transat AT (TRZ.B)	21,67	-0,37	-1,68	416	-38,09	719	42,38	19,66	0,36
▼ Transcontinental (TCL.A)	✓ 18,69	-0,76	-3,91	620	18,74	1 539	22,22	13,90	0,32
Uni-Select (UNS)	22,89	-0,17	-0,74	111	-27,15	452	32,56	21,02	0,43

Deux plans pour sauver TQS?



PHOTO RYAN REMIORZ. ARCHIVES PRESSE CANADIENNE

La CSN et le SCFP exigeront aujourd'hui devant le juge Pierre Journet, de la Cour supérieure, qu'un autre plan soit présenté aux créanciers de TQS à l'assemblée prévue demain. Au départ, seul le plan d'arrangement avec les créanciers mis de l'avant par Remstar devait être présenté. Les syndicats souhaitent maintenant que les conditions proposées par un autre acheteur potentiel, la société Catalyst, soit également mises sur la table. Le plan de cette entreprise prévoit le maintien des salles de rédaction du réseau TQS. Catalyst est disposé à déposer ce plan aux créanciers avant 19h, ce soir, dans la mesure où la Cour autorise ce dépôt.

- La Presse Affaires

lapresseaffaires.com
 Consultez les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

LPA CANADA

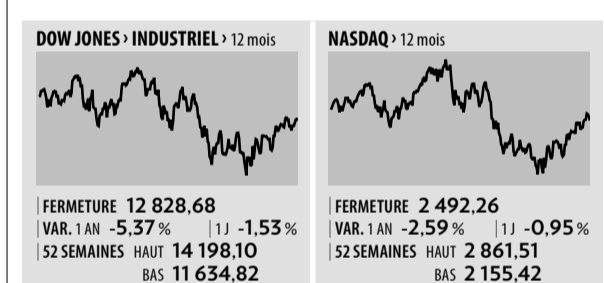
Une sélection d'entreprises canadiennes majeures inscrites à la Bourse de Toronto

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.	
▲ ARC Energy (AET-U)	31,07	0,37	1,21	10 082	52,30	31,14	18,78	2,88
▼ Banque CIBC (CM)	73,41	-1,71	-2,28	15 308	4,05	107,45	56,25	3,48
Banque Scotia (BNS)	48,74	-0,47	-0,96	26 395	-3,06	54,67	42,00	1,88
▼ Banque TD (TD)	68,24	-0,88	-1,27	28 258	-1,81	77,10	58,57	2,36
▲ Barrick Gold (ABX)	41,88	1,70	4,23	38 471	0,24	54,11	29,74	0,40
▼ Brookfield Asset (BAM/A)	35,02	-1,41	-3,87	10 159	1,63	46,19	26,41	0,52
▲ Cameco (CCO)	42,84	1,25	3,01	24 025	8,26	59,90	31,39	0,24
▲ Canadian Natural R.. (CNQ)105,36	3,50	3,44	25 296	45,16	105,68	58,88	0,40	
▲ Canadian Oil Sands (COS-U)	53,50	1,50	2,89	23 282	38,21	54,17	28,65	4,00
Canadian Tire (CTC/A)	59,75	-0,37	-0,62	3 782	-19,47	87,75	55,78	0,84
Canadian Utilities (CU)	45,75	-0,11	-0,24	1 176	-1,40	55,00	39,32	1,33
Canadian Pacifique (CP)	73,35	0,05	0,07	8 751	14,22	91,00	57,30	0,99
▲ Enbridge (ENB)	45,20	0,64	1,44	10 801	12,97	45,57	33,62	1,32
▲ EnCana (ECA)	95,95	1,75	1,86	33 575	42,15	96,25	59,33	1,60
Enerplus Resources (ERF-U)	48,65	0,15	0,31	5 892	22,02	53,70	34,02	5,04
▲ Goldcorp (G)	42,65	1,34	3,24	34 388	26,18	45,89	22,40	0,18
▼ Great-West (GWO)	31,54	-0,59	-1,84	4 282	-11,33	37,67	27,46	1,17
▲ Husky Energy (HSE)	52,93	0,99	1,91	26 788	18,70	53,86	35,01	1,60
IGM Financial (IGM)	43,88	-0,22	-0,50	2 018	-12,29	56,34	40,11	1,95
▲ Imperial Oil (IMO)	60,95	4,27	7,53	15 779	11,59	61,80	40,86	0,36
▼ ING Canada (IIC)	39,40	-0,59	-1,48	1 199	-0,56	49,78	33,03	1,24
Loblaw (L)	33,51	0,17	0,51	9 587	-1,35	53,72	26,75	0,84
Magna Int. (MG/A)	77,60	-0,36	-0,46	2 116	-3,22	102,00	67,51	1,44
▼ Manuvie (MFC)	38,23	-0,42	-1,09	29 302	-5,77	44,23	33,77	0,96
▲ Nexen (NXY)	40,67	0,67	1,68	35 940	26,70	40,80	26,00	0,20
▲ Penn West Energy (PWT-U)	34,38	0,69	2,05	13 964	33,05	38,33	24,45	4,08
▲ Petro-Canada (PCA)	59,30	1,35	2,33	34 589	11,36	61,50	41,50	0,52
▼ Potash Corp of Sask. (POT)	201,70	-5,59	-2,70	17 193	40,57	218,50	69,97	0,40
▼ Research In Motion (RIM)	137,22	-3,09	-2,20	18 565	21,91	144,52	55,03	0,00
▼ Rogers Comm. (RCI/B)	42,86	-1,14	-2,59	17 497	-4,73	52,20	32,92	1,00
▼ Shaw Comm. (SJR/B)	21,62	-0,33	-1,50	6 725	-8,55	28,74	17,00	0,72
Shoppers Drug Mart (SC)	55,77	-0,13	-0,23	5 531	4,71	58,11	46,63	0,86
▼ Sun Life (SLF)	46,84	-0,77	-1,62	20 459	-15,92	56,50	43,23	1,44
▲ Suncor Energy (SU)	72,37	4,84	7,17	50 551	34,13	72,57	40,92	0,20
▲ Talisman Energy (TLM)	24,90	0,96	4,01	76 156	35,40	24,90	15,20	0,20
Teck Cominco (TCK/B)	52,00	0,29	0,56	24 986	46,77	53,35	28,00	1,00
Telus (T)	47,67	-0,06	-0,13	7 586	-3,58	66,45	41,05	1,80
▲ Thomson Reuters (TRI)	37,56	0,61	1,65	15 615	-6,78	48,10	31,67	0,89
▲ TransCanada (TRP)	39,85	1,29	3,35	38 438	-1,70	40,97	35,43	1,44
Weston - George (WN)	51,44	0,43	0,84	5 698	-5,01	81,88	43,43	1,44

▲> Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. M\$ > Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

ÉTATS-UNIS 50 GÉANTS

Les plus grandes entreprises américaines inscrites à New York



	FERMETURE (\$ US)	CHANGEMENT NET %	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	VALEUR BOUR. (MM \$ US)	
3M (MMM)	77,53	-1,52	-1,92	97,00	72,05	54,6
Abbott Laboratories (ABT)	54,68	-0,37	-0,67	61,09	49,58	84,4
Altria (MO)	22,44	-0,12	-0,53	24,55	19,47	47,0
American Express (AXP)	47,31	-1,25	-2,57	65,89	39,50	

LES BOURSES
DANS LE MONDE

	VARIATION	
	FERMETURE	NET EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD		
NASDAQ	2 492,26	-23,83 -0,95
S&P 500 (New York)	1 413,40	-13,23 -0,93

Mexico Bolsa	31 526,17	-270,24	-0,85
Brazil Bovespa Stock	73 516,81	77,98	0,11

EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3 241,76	-63,61	-1,92
FTSE 100 (Angleterre)	6 191,60	-184,90	-2,90
CAC 40 (France)	5 054,88	-87,22	-1,70
DAX (Allemagne)	7 118,50	-107,44	-1,49
IBEX 35 (Espagne)	13 992,10	-255,50	-1,79

Milan MIB30 (Italie)	34 031,00	-541,00	-1,57
Amsterdam Exchanges	487,27	-8,85	-1,78
Swiss Market (Suisse)	7 626,58	-152,35	-1,96

ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	14 160,09	-109,52	-0,77
Hang Seng (Hong Kong)	25 169,46	-572,77	-2,23
S&P/ASX 200 (Australie)	5 908,10	-41,30	-0,69
Shanghai (Chine)	3 443,16	-161,60	-4,48

LES DEVISES
DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9518
Bésil	real	0,6017
Chine	renminbi	0,1424
Grande-Bretagne	livre	1,9543
Hong Kong	dollar	0,1273

Inde	roupie	0,0233
Japon	yen	0,0096
Mexique	peso	0,0955
Norvège	couronne	0,1987
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7693
Russie	rouble	4,1888
Suède	couronne	0,1671
Suisse	franc	0,9572

DOLLAR CANADIEN



100,83 ¢US
VARIATION +0,81 ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US 99,18 ¢

0,6435 €
VARIATION -0,0068 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro 1,5541 \$

PÉTROLE

West Texas Intermediate	129,03 \$US
VARIATION	+2,98 \$US
Light Sweet Crude	132,83 \$US
North Sea Brent	122,57 \$US

OR

New York	920,20 \$US
VARIATION	+14,40 \$US
En dollars canadiens	912,65 \$

Les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

Un rabais sur le titre anglais de Thomson Reuters?

BLOOMBERG

Les actions de Thomson Reuters négociées à Londres sont 14 % meilleur marché que celles faisant l'objet de transactions à Toronto, ce qui offre aux courtiers une occasion de profiter de la différence, selon des analystes de UBS Investment Research.

Le titre de Thomson Reuters, société formée à la suite de l'acquisition, au prix de 15,9 milliards US, de Reuters Group par Thomson Corp., a commencé à être négocié le 17 avril dernier à Londres sous l'appellation de Thomson Reuters plc et, à Toronto, sous le nom de Thomson Reuters Corp. Si les deux représentent des prétentions aux mêmes liquidités, il reste que le titre londonien se négocie à rabais par rapport aux actions canadiennes, indique UBS.

Correspondance

« La loi du prix unique, qui prévoit que des actifs identiques devraient se négocier au même prix, devrait s'appliquer », insistent les analystes Stephen Cooper et Dennis Jullens, dans une note datée du 16 mai dernier. « Sur les marchés liquides et hautement intégrés d'aujourd'hui, ajoutent-ils, les fluctuations entre les titres inscrits dans des Bourses différentes devraient être en correspondance très étroite. »



Thomson Corp. avait son siège social à Toronto avant la fusion alors que le siège de Reuters était à Londres. L'entreprise issue de la fusion est maintenant établie à New York. Sur la photo, les bureaux de la société à Canary Wharf, Londres.

Les investisseurs peuvent faire le pari que l'écart va se rétrécir en achetant des actions londoniennes et en vendant une quantité égale de titres

torontois empruntés, selon les analystes, qui suivent les questions de comptabilité et de valeur.

Mais une telle approche comporte le risque que l'écart demeure le même ou s'agrandisse sur de longues périodes, indiquent les analystes.

UBS « est incapable d'en arriver à une explication fondamentale pour la différence » entre les prix des actions, ont écrit MM. Cooper et Jullens.

Deux recommandations Pour sa part, Polo Tang, analyste de UBS qui suit le titre de Thomson Reuters, offre deux recommandations en ce qui concerne cette entreprise: « conserver » les actions londoniennes et « vendre » les titres canadiens en raison de l'écart de prix.

Thomson Corp. avait son siège social à Toronto avant la fusion alors que le siège de Reuters était à Londres. L'entreprise issue de la fusion est maintenant établie à New York, et ses actions sont négociées à Toronto, New York et Londres.

Vendredi dernier, le titre de Thomson Reuters échangé à Londres a clôturé à 1655 pence, ou 32,22 \$ CAN, alors que le titre canadien terminait la séance à 37,56 \$ CAN.

Hier, l'écart entre le prix des deux actions était toujours de 4,68 \$ à la fermeture des marchés.

Bras de fer entre Yves Michaud et Power Corporation

Le débat ira en Cour d'appel

DENIS ARCAND

Le débat entre Yves Michaud et Power Corporation au sujet des états financiers des sous-filiales du groupe de journaux Gesca ira au moins jusqu'en Cour d'appel.

Sans surprise, la Cour d'appel du Québec a accepté hier d'entendre la cause qui oppose, d'un côté, Power (qui possède sept quotidiens dont *La Presse*) et, de l'autre, le Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires (Médac), fondé par l'homme politique et journaliste Yves Michaud.

Le juge Pierre Dalphond a fixé la date du 17 octobre pour que lui et deux autres juges de la Cour d'appel entendent la cause, qui soulève des questions importantes sur la Loi canadienne sur les sociétés par actions et les droits des actionnaires (LCSA).

M. Michaud, qui est actionnaire de Power Corp., invoque l'article 157 de la LCSA pour demander que Power lui fournisse les états financiers 2005 de sa filiale Gesca et de 21 sous-filiales (dont *La Presse*

et Cyberpresse) que Gesca possède en totalité ou en partie.

Power s'est opposée en Cour supérieure à cette demande d'examen, arguant notamment qu'elle est mal fondée en droit.

De fil en aiguille, le débat juridique s'est élargi et les deux parties ont fini par demander au juge Robert Mongeon, de la Cour supérieure, de clarifier la portée de l'article 157.

Le juge Mongeon a donné raison au Médac dans un jugement du 29 février, qu'il a précisé deux fois par la suite. Le juge a tranché que les actionnaires de Power Corporation ont le droit d'obtenir copie des états financiers de toutes les sous-filiales de Gesca.

Power a obtenu hier la permission d'en appeler et la Cour d'appel réexaminera le débat amorcé par la décision du juge Mongeon.

M^e Guy Paquette, de Paquette G Adler, représente le Médac (et M. Michaud). M^e Claude Morency, de Fraser Milner Casgrain, est au bâton pour Power.

En bref, la question tourne autour de la façon dont Power Corp.

consolide ses états financiers.

L'article 157 stipule que toute compagnie « doit conserver à son siège social un exemplaire des états financiers de chacune de ses filiales (...) dont les comptes sont consolidés dans ses propres états financiers ». Il donne aussi aux actionnaires le droit, sur demande, d'examiner ces états financiers et d'en tirer copie.

Power est une multinationale active dans divers secteurs. Gesca, une de ses filiales, est elle-même un holding qui a ses propres filiales.

Power affirme qu'elle ne fait pas elle-même la consolidation des états financiers des autres sociétés pour préparer ses propres états financiers. Cette consolidation se fait au niveau de Gesca, conformément à la loi et aux principes comptables canadiens, dit Power, qui ajoute qu'elle ne conserve même pas à son siège social d'exemplaires des états financiers des filiales de Gesca.

Dans son jugement du 29 février, le juge Mongeon penche « en faveur d'une transmission de toute l'information financière (...) pro-

venant des filiales et sous-filiales (...) lorsque leurs résultats sont consolidés ».

« Autrement, l'actionnaire ne pourra jamais apprécier le risque qu'il prend en acceptant d'investir dans le capital-actions d'une société donnée », et il n'a pas d'autre façon « de connaître la véritable nature des produits et des charges financières » de la société cotée en Bourse.

Dans son mémoire à la Cour d'appel, l'avocat de Power estime que le juge Mongeon s'est trompé en donnant un sens large au mot « filiale », alors que la loi stipule que les actionnaires ont accès aux états financiers des « filiales dont les comptes sont consolidés dans ses propres états financiers ».

Power argue aussi que le juge n'a pas tenu compte de « l'équilibre recherché par le législateur entre le principe de la confidentialité des données financières des entreprises privées et la protection des actionnaires ».

M^e Morency, pour Power, et M^e Paquette, pour le Médac, se sont abstenus de toute déclaration.

Le Congrès américain s'attaquera bientôt à la crise du logement

DAVID DIEUDONNE
AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — L'accord bipartite trouvé sur le projet de réforme du financement immobilier, adopté hier en comité par le Sénat, rend désormais possible le vote par le Congrès américain d'un texte permettant de maintenir dans leur maison quelque 500 000 personnes menacées d'expulsion.

Le dispositif sur lequel se sont entendus les sénateurs républicains et démocrates, au terme de plusieurs semaines d'après négociations, vise à apporter la garantie de l'État sur près de 300 milliards US d'emprunts immobiliers, à moind-

re coût pour le contribuable.

« Cette loi est une bonne nouvelle à la fois pour les marchés et pour les propriétaires immobiliers », estime Christopher Dodd, sénateur démocrate du Connecticut, cité dans un communiqué.

Le texte, approuvé à 19 voix contre 2 par le comité chargé des questions immobilières et bancaires, est destiné à enrayer la crise du logement qui menace de récession la première économie du monde.

Soutenu par le sénateur républicain Richard Shelby, d'Alabama, il prévoit notamment d'apporter la garantie de l'État afin de revoir à la baisse les termes d'emprunts immobiliers, pour freiner l'avalanche des

saisies et permettre aux particuliers de conserver leur maison, expliquait hier le *Wall Street Journal*.

Réforme du financement

Le projet, dont la date d'examen en séance plénière n'a pas encore été fixée, comporte également une réforme des deux organismes de refinancement hypothécaire, Freddie Mac et Fannie Mae, qui ont pour mission de racheter aux banques leurs créances hypothécaires.

Le 8 mai, la Chambre des représentants avait voté un projet de loi aux visées similaires. Mais il avait été critiqué par la minorité républicaine et menacé de veto par le président George W. Bush.

Par 266 voix contre 154, la Chambre à majorité démocrate avait alors adopté un texte visant à créer un fonds de 300 milliards US pour garantir des emprunts renégociés par des propriétaires immobiliers endettés.

Le chef de file des républicains, John Boehner, s'était indigné que « les démocrates forcent les propriétaires responsables et les contribuables à payer une facture de 300 milliards pour épargner des escrocs, des spéculateurs et des emprunteurs irresponsables (...). C'est une approche dangereuse qui sape le rêve américain de l'accession à la prospérité ».

La formule examinée hier par la commission bancaire du Sénat prévoit de reporter sur Freddie Mac et Fannie Mae le risque des défauts de paiement, pour épargner le contribuable, explique le *Wall Street Journal*. Son coût s'élève à 500 millions US, c'est-à-dire trois fois moins que le dispositif adopté par la Chambre (1,7 milliard US).

LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 955,00	2 990,00
	3 mois	3 002,00	3 003,00
	15 mois	3 103,00	3 132,00
CUIVRE (A)	Comptant	8 540,00	8 470,00
	3 mois	8 405,00	8 410,00
	15 mois	8 090,00	8 015,00
PLOMB	Comptant	2 262,00	2 300,50
	3 mois	2 275,00	2 280,00
	15 mois	2 298,00	2 340,00
NICKEL	Comptant	26 000,00	26 295,00
	3 mois	26 150,00	26 200,00
	15 mois	25 775,00	26 075,00
ÉTAIN	Comptant	24 200,00	25 240,00
	3 mois	24 100,00	24 125,00
	15 mois	23 790,00	24 880,00
ZINC	Comptant	2 265,50	2 323,00
	3 mois	2 297,00	2 297,50
	15 mois	2 347,00	2 405,00

Dollars US par tonne métrique
Source : London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	6,00	01-06-2008	100,08	2,40 +0,00
Canada	5,50	01-06-2009	102,87	2,64 +0,03
Canada	9,00	01-06-2010	113,21	2,75 +0,04
Canada	9,50	01-03-2011	116,23	2,87 +0,16
Canada	6,00	01-06-2011	108,89	2,90 +0,15
Canada	10,25	15-03-2014	137,23	3,18 +0,32
Canada	9,75	01-06-2021	160,51	3,81 +0,35
Canada	8,00	01-06-2023	146,33	3,89 +0,37
Canada	8,00	01-06-2027	152,40	4,02 +0,35
Canada	5,75	01-06-2029	124,11	4,03 +0,33

LES PROVINCES

Hydro Québec	11,00	15-08-2020	160,75	4,48 +0,26
Manitoba	7,75	22-12-2025	136,93	4,65 +0,15
New Brunswick	5,70	02-06-2008	100,07	2,45 0,00
New Brunswick	6,00	27-12-2017	113,85	4,22 +0,43
Newfoundland	6,15	17-04-2028	118,44	4,71 +0,14
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	124,03	4,67 +0,15
Ontario	6,25	25-08-2028	119,93	4,71 +0,15
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	115,95	3,81 +0,43
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	144,96	4,64 +0,15
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	143,66	4,65 +0,15
P E I	8,50	27-10-2015	128,83	3,97 +0,38
Québec	6,00	01-10-2029	116,34	4,77 +0,15

LES CORPORATIONS

Bank Of N S	5,65	22-07-2008	100,37	3,30 0,00
Bell Canada	7,00	24-09-2027	84,04	8,72 +0,16
Bombardier	7,35	22-12-2026	97,00	7,65 0,00
Cdn Occ Pet	6,30	02-06-2008	100,12	1,62 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	107,01	5,51 +0,25
Gtaa	6,45	03-12-2027	112,90	5,37 +0,24
Investors Gr	6,65	13-12-2027	106,54	6,07 +0,21
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	111,97	5,72 +0,23

